OBERTI Marco. *L'école dans la ville : ségrégation-mixité-carte scolaire*

Paris : Presses de Sciences-Po, 2007. – 304 p. (Académique).

Choukri Ben Ayed

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rfp/889>

DOI : 10.4000/rfp.889

ISSN : 2105-2913

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2007

Pagination : 172-174

ISBN : 978-2-7342-1096-2

ISSN : 0556-7807

Référence électronique

Choukri Ben Ayed, « OBERTI Marco. *L'école dans la ville : ségrégation-mixité-carte scolaire* », *Revue française de pédagogie* [En ligne], 160 | juillet-septembre 2007, mis en ligne le 28 septembre 2010, consulté le 23 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/rfp/889> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rfp.889>

Ce document a été généré automatiquement le 23 mars 2021.

© tous droits réservés

OBERTI Marco. *L'école dans la ville : ségrégation-mixité-carte scolaire*

Paris : Presses de Sciences-Po, 2007. – 304 p. (Académique).

Choukri Ben Ayed

RÉFÉRENCE

OBERTI Marco. *L'école dans la ville : ségrégation-mixité-carte scolaire*. Paris : Presses de Sciences-Po, 2007. – 304 p. (Académique).

- 1 À l'heure où le nouveau ministre de l'Éducation nationale annonce l'assouplissement de la carte scolaire et sa suppression à terme, l'ouvrage de Marco Oberti bien que rédigé antérieurement à cette mesure, tombe à point nommé. Selon l'auteur, la sectorisation scolaire « cristallise des enjeux sociaux, urbains et scolaires fondamentaux qui ont accompagné les changements récents de la société française, tout particulièrement dans les grandes villes et leurs banlieues » (p. 15). Cette affirmation pose ainsi le cadre politique et épistémologique de l'ouvrage, entre sociologie urbaine et sociologie de l'éducation. L'espace urbain et scolaire ont en effet connu des évolutions conjointes au cours des dernières décennies : accentuation de la ségrégation urbaine et scolaire, massification scolaire, allongement généralisé des études.
- 2 Les enjeux scolaires se sont ainsi démultipliés dans un contexte de crainte du déclassement social. En témoignent, l'accroissement de la demande sociale de « performance » des établissements avec son corollaire, le refus de la mixité sociale et l'accentuation des ségrégations scolaires. Selon l'auteur, la notion de ségrégation, renvoie à une *intentionnalité*, une volonté de mise à distance de certains groupes sociaux et de recherche d'un « entre soi ». L'ouvrage est constitué de deux grandes parties. La première théorique, montre que si l'étude des ségrégations a contribué à fonder la sociologie urbaine, l'analyse spatiale des inégalités scolaires a été beaucoup plus tardive en sociologie de l'éducation. La seconde partie de l'ouvrage mobilise une enquête menée dans le département des Hauts-de-Seine, site choisi pour son large éventail de

profils socio-urbains. Le premier volet de l'étude est consacré à une analyse des évolutions démographiques et des dynamiques socio-urbaines. Il relève une tendance à la tertiarisation et à l'embourgeoisement dans certaines communes du nord du département notamment.

- 3 Le second volet de l'enquête cherche à relier ces dynamiques socio-urbaines aux dynamiques scolaires. Elle montre une forte corrélation entre le profil des communes et les caractéristiques de l'offre scolaire. Les communes les plus favorisées concentrent le plus grand nombre d'options, de langues rares, de sections européennes, internationales, de classes à horaires aménagés, d'enseignants agrégés et âgés. Ce sont aussi celles où les indicateurs de réussite scolaire¹ sont largement supérieurs à la moyenne et où les taux de scolarisation dans l'enseignement privé sont les plus élevés. Cette différenciation sociale des collèges se poursuit au lycée avec l'implantation des Classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE).
- 4 Cette concentration des offres scolaires « d'excellence » est source d'inégalités flagrantes à plusieurs titres. L'enrichissement de l'offre scolaire sur un territoire donné a pour corollaire son appauvrissement sur d'autres territoires. Cette répartition est d'autant plus inégale que les enfants de classes populaires sont les moins mobiles géographiquement car les plus à même à respecter la carte scolaire. C'est ce que montre la partie de l'enquête consacrée à l'évitement scolaire. Elle fait tout d'abord apparaître le caractère massif de l'évitement mesuré à partir des taux de scolarisation hors commune et dans l'enseignement privé. L'évitement scolaire peut en effet atteindre selon les communes concernées de 39 % à 60 % pour les cadres supérieurs, de 12 à 21 % pour les employés et de 8 à 18 % pour les ouvriers. L'enquête met également en exergue un élément surprenant. L'évitement est maximal dans les communes où sont concentrées les offres scolaires d'excellence comme celle de Neuilly-sur-Seine. L'évitement s'explique ici par la très forte attractivité des grands établissements parisiens voisins. L'évitement est également massif dans les communes qui ont connu un processus d'embourgeoisement (*gentrification*). Celui-ci désigne l'installation des classes moyennes ou supérieures dans les quartiers populaires de certaines communes de la couronne parisienne sous la pression du coût de l'immobilier. Ce processus qui pourrait conduire à renforcer la mixité sociale contribue au contraire à amplifier l'évitement scolaire. Les classes moyennes et supérieures ont en effet tendance à distinguer très nettement espace résidentiel et espace scolaire. Ces constats valident l'hypothèse de J.-C. Chamboredon et M. Lemaire formulée dès les années 1970 concernant la faiblesse des sociabilités interclasses en situation de cohabitation résidentielle².
- 5 L'enquête menée auprès des familles montre que pour 22 % d'entre elles, l'école a été élément décisif du choix du lieu de résidence. Elles sont également nombreuses à déclarer être prêtes à changer d'établissement en cas de problème scolaire (violence, désordre pédagogique...). L'enquête permet également d'affiner les différents types de stratégies scolaires familiales en fonction du capital culturel et économique. Les classes supérieures se distinguent par une logique de « *performance* » qui correspond à une recherche de l'excellence. Les classes moyennes se distinguent par une logique « *d'intégration et de protection* ». Elles sont en quête d'intégration dans les établissements d'excellence et cherchent à fuir les établissements populaires considérés comme potentiellement dangereux pour l'avenir scolaire de leurs enfants. Les classes

populaires se distinguent quant à elles par une logique de « *retrait* », par une distance scolaire.

- 6 L'ouvrage se conclut par une réflexion d'ensemble sur la carte scolaire et son avenir. Confrontée à la ségrégation urbaine, la carte scolaire paraît incapable de garantir la mixité scolaire. Elle s'applique de façon inégale selon les groupes sociaux en renforçant la protection des plus favorisés et en accentuant la relégation et la disqualification des plus défavorisés. L'auteur prend acte de deux perspectives qui se dessinent pour rétablir la mixité sociale. La première consiste à favoriser l'accès des meilleurs élèves de banlieues aux établissements prestigieux (« convention ZEP » de l'Institut d'études politiques de Paris). La seconde consiste à ouvrir des filières d'excellence dans les banlieues populaires. Ces deux mesures ne peuvent avoir que des effets limités dans la mesure où elles restent prisonnières d'une certaine vision de l'excellence et de l'élitisme en consacrant la hiérarchisation spatiale des offres scolaires.
- 7 Les perspectives formulées par Marco Oberti se déclinent en plusieurs points. Il reprend tout d'abord à son compte certaines des propositions formulées dans le rapport Hébrard³ : élargissement des secteurs de recrutement des collèges, extension de la sectorisation à l'enseignement privé sous contrat, répartition équitable de l'offre scolaire. La carte scolaire élargie à l'échelle des bassins scolaires qui regroupent des communes socialement contrastées serait moins tributaire de la ségrégation urbaine. L'homogénéisation des offres scolaires (options, langues, classes spécifiques...) serait de nature à limiter les « bonnes raisons » de sélectionner un établissement.
- 8 Marco Oberti formule par ailleurs deux autres propositions originales. L'une consiste à sortir du dispositif ZEP car ce dernier contribue à associer l'échec scolaire à l'établissement fréquenté. La seconde consiste à ne pas circonscrire une politique de mixité sociale aux seuls espaces les plus ségrégués. Il propose au contraire de l'élargir aux sites où la mixité perdure mais où elle montre d'inquiétants signes de fragilité. L'auteur conclut l'ouvrage sur une touche plutôt pessimiste dans la mesure où ses propositions émergent dans un contexte de « fragilisation de l'idéal républicain » et de diffusion du modèle de la réussite individuelle au détriment des solidarités collectives.
- 9 Cet ouvrage constitue une importante contribution au débat actuel sur la carte scolaire. Au terme de cette lecture, émergent également un ensemble d'interrogations. Revenons en premier lieu sur la différenciation des offres scolaires. L'enquête prend acte de celle-ci sans nous éclairer sur les conditions de sa production. La concentration des offres scolaires « d'excellence » sur un territoire résulte-t-elle de pratiques « spontanées » de l'administration ou du *lobbying* des parents d'élèves et de divers groupes de pression ? La production de l'offre scolaire constitue encore en sociologie une boîte noire, à l'exception de quelques rares travaux⁴. En second lieu, l'ouvrage fait référence de façon récurrente à la notion d'établissement scolaire de « prestige ». Doit-on considérer cette notion comme une « catégorie indigène » mobilisée par les acteurs ou comme une catégorie scientifique construite par le chercheur ? Cette remarque fait référence au déficit de recherches permettant de mesurer l'impact du choix de l'établissement scolaire sur le devenir scolaire des élèves. Ces informations permettraient d'étayer la question complexe de la « qualité » des offres scolaires qui est ici au cœur du problème.
- 10 En troisième lieu, il convient de nuancer une partie des données relatives à l'ampleur de l'évitement scolaire, compte tenu du site choisi. La couronne parisienne est en effet réputée atypique du fait de l'abondance des offres scolaires publiques comme privées.

La proximité spatiale des grands lycées parisiens illustre cette exception nationale. La densité des offres scolaires constitue un élément majeur pour amorcer la pompe de l'évitement scolaire. Une partie des analyses produites dans cette recherche serait donc difficilement transposable en province à l'exception des grandes villes. Sans nier pour autant l'existence d'évitements scolaires provinciaux que signifierait par exemple l'évitement scolaire vers une autre commune ?

- 11 Enfin, la dernière remarque renvoie à la question de l'évitement scolaire des classes populaires. Le site choisi qui concentre principalement des populations de classes moyennes ou supérieures conduit à minimiser les pratiques d'évitement des classes populaires. Si l'auteur mentionne que ces familles évoluent dans une logique de « retrait » et de distance à l'égard de l'école, des taux d'évitements mesurés entre 8 % et 18 % ne sont pourtant pas quantité négligeable. Les travaux consacrés spécifiquement à l'évitement scolaire des classes populaires dans l'enseignement public comme privé, montrent que celui-ci est également en voie de banalisation et les stratégies déployées apparaissent également comme complexes et variées⁵. On retiendra néanmoins comme idée générale de l'ouvrage la démonstration du lien entre ségrégations scolaires et inégalités. Dans la nouvelle ère politique qui s'ouvre cette question ne manquera pas de susciter de nombreux débats dans les milieux académiques, pédagogiques et politiques.

NOTES

1. La réussite scolaire est mesurée à partir de plusieurs indicateurs : pourcentage de retard en sixième et troisième, taux de réussite à l'évaluation sixième, taux de réussite au brevet des collèges et pourcentage de passage en second générale et technologique et en seconde professionnelle.

2. J.-C. Chamboredon & M. Lemaire, « Proximité spatiale et distance sociale », *Revue française de sociologie*, 1970, vol. 11, n° 1, p. 3-33.

3. J. Hébrard, *La mixité sociale à l'école et au collège, Rapport à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale*. Paris : MEN, 2002

4. On peut citer notamment D. Laforge, *La ségrégation scolaire : l'État face à ses contradictions*. Paris : L'Harmattan, 2005.

5. Voir notamment C. Ben Ayed, « Familles populaires de l'enseignement public et privé, caractéristiques secondaires et réalités locales », *Éducation et sociétés : revue internationale de sociologie de l'éducation*, 2000, n° 5, p. 81-91.

AUTEURS

CHOUKRI BEN AYED

Université Jean-Monnet Saint-Étienne

Modes et dynamiques des sociétés (MODYS)

CNRS-université Lumière-Lyon 2-université Jean-Monnet Saint-Étienne